

Compte rendu du Conseil Départemental

Vendredi 13 mai 2011

Face au dégoût et à l'indignation que suscite l'actualité (la « boucherie héroïque » de la mise à mort d'Oussama Ben Laden, le débat sur les quotas dans le monde du football, les déclarations de Laurent Wauquiez sur les bénéficiaires du RSA, ...), face aux derniers sondages banalisant et cultivant la haine de l'autre, le conseil départemental s'est interrogé sur l'état de conscience des populations dans cette ambiance assourdissante de rejet de l'autre, de haine, et de discrimination.

Où est la force de la révolution ?

« 75% de l'opinion est favorable à la proposition de Laurent Wauquiez d'instaurer 5H de TIG aux bénéficiaires du RSA ». A l'égard de cette proposition, il est clair **que tout cela traduit une faiblesse de la conscience politique**, une dérive vers un « asservissement volontaire » qui pousse à la haine, et qui oppose au lieu de fédérer.

La pression de plus en plus forte du capital rétrécit le champ de vision. Sans perspective de vie, enfermés dans la survie du lendemain, les gens ne peuvent pas, n'ont ni le loisir, ni la possibilité de réfléchir aux questions politiques, et restent sur des réactions épidermiques. « *C'est plus facile de taper en bas, sur les plus faibles, le haut c'est trop loin.* »

Il ne nous faut pas sous-estimer cette conscience. Un détail peut tout changer, la révolution ne tient qu'à un fil, « *en août, les jeunes tunisiens n'avaient aucune conscience politique, quelques mois après ils faisaient la révolution* ». Lors du mouvement sur les retraites les salariés ont posé la question du sens du travail, et pointé les inégalités de richesses poussées à des degrés inouïs. Le mouvement a permis de faire émerger sur la scène médiatique et dans l'opinion publique, l'exigence d'une autre répartition des richesses pour les salaires, l'emploi, la protection sociale, les services publics. **En ce sens, la lutte des retraites représente un grand pas en avant, même s'il reste un sentiment d'échec.** « *Des choses mûrissent, bonnes ou mauvaises.* ».

L'absence de confiance dans les représentants politiques est aussi symptomatique d'un ras le bol, de cet « *amalgame de colères* », que nous n'arrivons pas à capter. Nous devons désigner des responsables, reforger, réveiller une conscience politique et une conscience de classe sévèrement mise à mal.

Pour un camarade, l'oscillation entre fatalité, espoir, silence, résignation est une accumulation de frustration, et non un ressort de résistance. Au-delà du mécontentement, les gens ne savent pas vers quoi se tourner.

Le débat sur la souffrance au travail : un carrefour entre le mouvement syndical et politique

Avec ce débat, organisé dans le cadre de l'élaboration du Programme Populaire et Partagé, nous avons pu explorer de nombreux thèmes sociaux qui se rapportent tous à la place centrale du travail dans notre société. (Les grandes questions à l'origine du mouvement ouvrier restent centrales dans la confrontation entre le capital et le travail, et se renforcent même avec une intensification du travail et par conséquent une intensification de la souffrance.) Nous avons livré une photographie de l'exploitation capitaliste (cf. Compte rendu du débat paru dans le précédent Regards sur l'Auvergne). Nous avons réaffirmé que **la conscience de classe est une composante de la conscience politique**, que le fait de s'intéresser de très près aux mécanismes de l'exploitation des salariés et des privés d'emploi, c'est engager une réflexion sur l'avenir de la société toute entière.

Ce thème, le travail, et cette démarche, la démocratie participative, doivent donc être au cœur de notre activité, et des échéances qui nous attendent. Nous devons faire en sorte que cette question sociale soit au cœur de la période qui s'ouvre, et déjouer l'hyperpersonnalisation qui risque d'occulter les questions de fond, et notamment la question sociale.

Les communistes avec le Front de Gauche ont un grand rôle à jouer. **Nous pouvons et nous devons, avec les salariés, faire émerger la question du travail et de tout ce qui en découle, pour que les consciences mûrissent. C'est ce que nous avons entrepris avec ce premier débat qui demande à être poursuivi, délocaliser sur le département, sur les bassins d'emploi, au plus près des salariés. Nous pouvons lier ce travail à celui d'André CHASSAIGNE qui travaille à l'élaboration d'une proposition de loi sur la santé au travail.**

La forme : Quantitativement et qualitativement, nous devons apprécier la participation à ce débat *« D'autant plus que ce n'était pas l'entrée la plus facile ; il n'est pas aisé de dire « Oui je souffre »*. Une centaine de personnes d'origines socioprofessionnelles différentes sont venues débattre, témoigner, analyser et proposer autour d'experts et d'analystes : des délégués syndicaux, des salariés, des ouvriers, des enseignants, des membres associatifs ... Organisé à l'initiative de la fédération, ce débat est la pierre angulaire des initiatives à venir du secteur entreprises (un journal trimestriel, l'ouverture aux actifs,..) s'inscrivant dans une campagne de long terme sur les salaires.

L'organisation et les responsabilités du Conseil Départemental :

Mais ce débat n'a pourtant pas mobilisé les communistes : plusieurs sections n'étaient pas représentées et seulement 1/3 du Conseil Départemental était présent. Malgré un conseil départemental (le 17 décembre 2010) consacré au **fonctionnement du Conseil départemental** et à la responsabilité d'animation et de direction de ses membres élus, nous avons un travail à poursuivre et à engager sur nos responsabilités collectives et individuelles. Les tâches assumées par le Conseil départemental reposent sur les épaules de quelques uns. Construire le Conseil départemental autour d'un partage des responsabilités (L'orga, la trésorerie, le renforcement, le lien avec la JC, la formation, le secteur entreprises, le suivi des sections, la participation aux collectifs, la commission environnement, ...) doit être envisagé, re-discuté et mis en œuvre.

Nous devons aussi penser sérieusement à l'organisation de la **fête de l'Humanité** qui aura lieu les 16, 17 et 18 sept 2011, et du stand des 3 bougnats. Concernant le financement un travail important pour la vente des vignettes doit être mis en œuvre rapidement. *« Si nous n'arrivons pas à 15000€, nous ne pourrions participer cette année à la fête »*. Quant à l'animation politique du stand, le Conseil Départemental organisera un débat sur la souffrance au travail, avec André et de nombreux intervenants et experts, si le financement est assuré.

Le Front de Gauche : quelle ambition, quelle démarche, quelles campagnes ?

Pour le conseil départemental, les résultats des dernières élections, la montée du FN et l'abstention justifient pleinement la poursuite de la dynamique du Front de Gauche. Pour recréer de l'espoir, pour répondre aux attentes populaires, nous sommes unanimes sur la nécessité de poursuivre et d'élargir la démarche du Front de Gauche que nous ne définissons pas comme une énième organisation niant les partis.

Faire de la politique autrement, porter une pratique politique à l'opposé des démarches de sommets et d'appareils, co-élaborer, mettre en commun, favoriser l'intervention citoyenne, et situer ce rassemblement au cœur de la gauche et non à la gauche de la gauche, telle est **l'ambition** que nous reconnaissons au Front de Gauche.

Et cette **démarche** porte ses fruits, en Auvergne notamment, « L'humain avant tout ! » est devenu la colonne vertébrale du Front de Gauche dans le Puy-de-Dôme. Il a trouvé sa résonance dans la population, de part son opposition à l'argent roi, sa recherche d'une autre morale en politique et son opposition au rejet de l'autre.

Pour redonner ses lettres de noblesses à la politique, de l'éthique, pour recréer de l'espoir, les campagnes et les candidatures du Front de Gauche (présidentielle, législatives, municipales) doivent porter cette ambition et cette démarche.

Pour la candidature Front de Gauche à la **présidentielle**, la manière dont la candidature de Mélenchon a été pressentie, les différences de traitement des différentes candidatures, la sollicitation non soutenue de la candidature d'André Chassaigne, la possibilité que les communistes n'aient pas le choix entre toutes les candidatures, posent problème au sein du Conseil Départemental et lors des débats des 1ères réunions et conférences de section. *« Nous ne devons pas sacrifier le rassemblement du Front de Gauche au piège de la personnalisation, et choisir notre candidature en toute souveraineté, nous devons pouvoir voter sans avoir le fusil sur la tempe. »*

La candidature de Jean Luc Mélenchon est à l'opposé même de la nature du Front de Gauche. L'enjeu de cette candidature est de réaliser un score à gauche de la gauche. Il fait cavalier seul et reprend les points de son parti et non du Front de Gauche (Lybie, nucléaire). Ses colères, son arrogance, son créneau anti-médias n'ont pas de résonance positive dans la population. Son discours lasse et agace, et n'enracine pas le Front de Gauche. *« On fonce dans la caricature, si nous continuons sur ce chemin là ».*

La candidature d'André CHASSAIGNE est la plus à même de porter cette démarche, et ce non par affinité personnelle ou communiste, mais parce que *« c'est une candidature qui rassemble, qui ne divise pas, qui porte l'essence collective du Front de Gauche. »* C'est la seule candidature du Front de Gauche qui inscrit le Front de Gauche sur du long terme de par sa démarche, sa pratique politique.

La proposition de faire connaître 3 points essentiels fait l'unanimité : le respect de la souveraineté des communistes, celui de la candidature d'André CHASSAIGNE, et le soutien à la candidature d'André Chassaigne. Ils seront portés au débat des conférences de sections, et validés ou non lors de notre **conférence départementale** où nous procéderons à quelques ajustements du Conseil Départemental (sorties voulues, demandes d'entrées individuelles ou proposées par les sections).

En ce qui concerne les **législatives**, le choix des candidatures s'effectuera sur 3 critères : crédibilité, diversité et parité. En ce qui concerne les discussions avec nos partenaires, le PG demande 1 ou 2 circonscriptions (1ère ou 3ème), et la GU une (4ème). Les discussions suivent leur cours nationalement et localement.

Les sénatoriales : elles auront lieu fin septembre, situées à quelques mois de la présidentielle et des législatives, dans un contexte où nombre d'élus voient le territoire de leur commune ravagé par les conséquences de la crise et de la politique gouvernementale, elles peuvent être marquées par un basculement à gauche du Sénat. Le déroulement du scrutin : les grands électeurs désignés en partie par les conseillers municipaux, votent une liste, de 3 noms pour le Puy-de-Dôme. L'élection de la liste se fait à la majorité au 1^{er} tour, et à la majorité relative au 2nd tour. La création de listes Front de Gauche est bien évidemment approuvée pour la poursuite de la dynamique du rassemblement.